

# Les syndicats de la filière aéronautique et spatiale d'Aquitaine appellent à l'action le 6 février 2014



***Contre la stratégie du capital :  
L'envol des profits des entreprises  
aéro-spatiales doit revenir aux  
salariés !***

**L**a filière aéronautique-défense-spatiale est l'une des filières d'excellence française. Elle exporte 80% de son chiffre d'affaires, a procédé à 40 000 embauches ces trois dernières années dont 15 000 créations nettes. Avec des projets tels qu'ARIANE 6 ou l'A400M, ces derniers sont les ressources importantes des plans de charges à venir. Ce secteur d'activité ne connaît donc pas la crise.

Mais les stratégies actuelles des grands groupes (soutenues par les pouvoirs publics) guidées par les seules exigences financières mettent en danger l'emploi, notre potentiel industriel et l'avenir de la filière.

L'annonce de la suppression de 5 800 emplois chez Airbus Group dans sa division défense et espace en est l'illustration frappante. En effet, dans le même temps, ASTRIUM (filiale de cette division) signe une commande de 18 lanceurs ARIANE 5, Airbus Group a réalisé 2,1 milliards d'€ d'EBIT (excédent brut d'exploitation) durant les 9 premiers mois 2013, soit + 36% sur la même période 2012. Son plan de charge est assuré selon les divisions pour les 5 à 8 ans à venir. Ces suppressions d'emplois sont la conséquence directe du nouveau pacte pour les actionnaires décidé par le PDG M. Enders en 2013 et dénoncé par la CGT !

*D'autres protagonistes s'inscrivent dans la même logique :*

**-Le Président du GIFAS** (Groupement des Industries Françaises de l'Aéronautique, la Défense et de l'Espace) qui exerce un lobbying indécent afin d'obtenir un relèvement du seuil du CICE (Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi) et ainsi permettre aux grands groupes de percevoir davantage de fonds publics de ce CICE : un crédit d'impôt de 20 milliards d'euros.

**-L'Etat lui-même** qui attaque de front les salariés du domaine étatique militaire (AIA, CEV, CAEPE,...): des milliers de suppressions d'emplois depuis 2008 et d'autres programmées jusqu'en 2017 (lois de programmations militaires successives) ; quatre années consécutives de gel des salaires ; des statuts attaqués par la cours des comptes qui occulte son rôle consultatif pour se permettre de donner des ordres politiques au 1<sup>er</sup> Ministre Ayrault qui acquiesce !

De plus, l'Etat se désengage dans les grandes entreprises de l'aéronautique en cédant ses parts, sans aucun débat avec les parlementaires ni les organisations syndicales, ni même avec les salariés des entreprises concernées. Cela affaiblit le levier des pouvoirs publics sur l'économie nationale et sur ses capacités d'interventions dans des activités hautement stratégiques pour la souveraineté nationale.

**C**rise sur le gâteau pour tous les salariés des entreprises privées et étatiques : une organisation du travail catastrophique avec l'application du Lean qui met en danger quotidiennement tous les salariés et retire tout le sens au travail.

Dans une construction européenne où la collaboration entre entreprises a permis la réussite des programmes tels qu'Ariane ou Airbus, les grands dirigeants tentent de construire leur modèle de demain dans lequel les activités seraient concentrées dans un panel restreint d'entreprises. Les sociétés et les salariés sont donc aujourd'hui mis en concurrence et l'emploi sera le premier impacté... Ceci additionné à un manque de personnel, une augmentation de la précarité, une dévalorisation du travail et des qualifications et une organisation du travail complètement focalisée sur les gains de profitabilité et l'individualisation des objectifs conduit à une dramatique inefficacité.

Leur seul but affiché étant d'obtenir un taux de marge à deux chiffres, voire même avoisinant les 20%...

### **C'est un pillage organisé sur les richesses créées !**

Nous ne pouvons pas laisser les actionnaires s'accaparer la majorité des bénéfices effectués par les entreprises. Les richesses créées doivent servir l'investissement garant des emplois de demain et revenir aux salariés !

Nous ne pouvons pas laisser le gouvernement casser les établissements étatiques et abandonner ses missions sous prétexte de réduction des dépenses publiques alors que le seul objectif est d'assouvir l'appétit de certains...

Nous ne pouvons pas laisser se poursuivre cette « financiarisation » qui met en danger l'avenir de nos industries, de nos emplois (pour la première fois, baisse du budget R&D chez Astrium).

### **Le travail n'est pas un coût mais une richesse.**

### **C'est le coût du capital qui pèse sur la compétitivité de nos entreprises !**

#### **Il y a urgence :**

- ✓ à réinvestir dans la recherche, l'innovation, la formation professionnelle ;
- ✓ à augmenter les salaires dans le secteur privé comme étatique ;
- ✓ à conquérir de nouveaux droits sociaux pour les salariés afin qu'ils puissent intervenir dans les choix stratégiques des entreprises ;
- ✓ à recruter considérablement dans la filière aéronautique et spatiale pour anticiper notamment les départs massifs prévus, la CGT revendique en Aquitaine la création de 10 000 emplois sur les 5 ans à venir dans cette filière ;
- ✓ à organiser une table ronde autour de la question d'un Pôle Public National de Défense concernant les missions régaliennes de l'Etat, revendication portée par la CGT ;
- ✓ à réorganiser le travail pour permettre que l'émancipation et l'épanouissement des salariés profitent à la qualité du travail et à l'innovation.

### **Pour changer les choix des donneurs d'ordre et la politique gouvernementale actuelle, les salariés n'ont d'autre solution que de se rassembler, s'unir et agir...**

**C'est pourquoi la CGT propose, le plus unitairement possible, de porter ensemble nos exigences en matière de salaires, d'emplois, de conditions de travail, de protection sociale, de service public, le 6 février 2014, sur les lieux de travail, les territoires, les professions et, partout en France.**

Les syndicats CGT de la filière aéronautique et spatiale en Aquitaine appellent donc tous les salariés à se joindre massivement à cette action et à la développer dans chacune des entreprises et établissements afin de porter fortement nos revendications.

### **Le 6 février 2014 :**

### **Priorité à l'emploi, aux salaires et aux conditions de travail !**